

## Soutien total au mouvement paysan !

Au cours de ces derniers jours et aujourd'hui encore, la paysannerie pauvre et certaines couches de la paysannerie moyenne en France, se sont révoltées et ont organisé en dehors de l'approbation des dirigeants des syndicats réactionnaires et révisionnistes — FN SEA, MODEF — de grandes manifestations, ainsi que de nombreuses opérations d'éclats, pour protester contre la situation intolérable dans laquelle sont amenés les plus pauvres et à laquelle sont promis bientôt tous les autres.

La paysannerie travailleuse de France au cours de ces derniers jours, a uni ses rangs dans un combat souvent violent comme ce fut le cas à Avignon, contre les forces de l'appareil policier de la bourgeoisie monopoliste en place. Mais ce combat ne fut pas le seul. Dans bien des endroits, les paysans ont du lutter pour rejeter ceux qui tentaient d'orienter les manifestations et actions diverses vers des objectifs secondaires comme la question des importations ou qui rejetaient la violence de masse comme les notables révisionnistes du P.«C.»F, pour amener la paysannerie à signer de simples bouts de papier destinés à soutenir leur soi-disant proposition « miracle » devant l'assemblée parlementaire bourgeoise de Paris.

La bourgeoisie monopoliste ou révisionniste parle de « crise agricole »... La paysannerie travailleuse se regroupe dans toutes les villes de France non pas pour expliquer la « crise » d'un secteur de l'économie monopoliste et des moyens pour y remédier, mais en menant des actions justes (violentes ou non quand il le faut) comme les ventes de viande dans les quartiers prolétariens, pour expliquer l'état de misère dans lequel sont précipités les plus pauvres d'entre eux.

Tous les producteurs petits et moyens sont touchés. Qu'ils soient viticulteurs, éleveurs, fruitiers ou maraîchers, les prix d'achat à la production ont stagné et dans certains cas ont même baissé comme pour la viande bovine, tandis que les prix industriels du fait du développement inégalé de la crise générale du capitalisme mondial, ont augmenté dans des proportions allant de 20 à 100 %.

Cette crise générale dans laquelle est entré le monde capitaliste de l'ouest et aussi de l'est est due principalement aux luttes remarquables qu'ont menés ces dernières années les peuples et nations opprimés du Tiers Monde contre l'exploitation, la domination et l'hégémonie des puissances impérialistes, en particulier contre les deux super-puissances Etats-Unis et URSS qui rivalisent entre elles pour l'hégémonie dans le monde. Ces luttes, d'une part entre « monde » riche et « monde » pauvre et d'autre part entre les deux superpuissances ont considérablement aggravé la situation économique dans les diverses métropoles impérialistes.

Après les événements d'octobre au Moyen Orient et le juste relèvement du prix du pétrole brut, l'Europe de l'ouest sous la pression des deux superpuissances USA, URSS, est entrée dans une période de grave crise tant sur les plans économiques que politiques et militaires.

(Suite page 2)



# ÉDITORIAL

(Suite de la page 1)

Les difficultés insurmontables rencontrées par les puissances de l'Europe occidentale, accrues par les pressions étrangères, ont agité sur la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat, mais aussi entre la classe bourgeoise dominante et l'ensemble des masses travailleuses, dont en premier lieu la paysannerie pauvre et moyenne. Dès lors, depuis six mois, il n'est pas un moment où des affrontements violents se produisent, où les producteurs se révoltent et passent à l'action.

Face à cela, les différentes bourgeoisies monopolistes ouest européennes, n'ont cessé depuis six mois de chercher des solutions à la crise qui léseraient le moins possible leur marge de profit.

Cette recherche, faite tant sur le plan économique que sur le plan politique, a pour principal but de contenir et détourner la colère populaire. Les dernières élections présidentielles en France ont à cet égard été significatives des choix immédiats des monopoles français, tant sur la politique extérieure que sur la politique intérieure. Ceux-ci se sont exprimés par la volonté du gouvernement sur le plan extérieur de renforcer l'unité de l'Europe monopoliste face aux deux superpuissances et particulièrement face à la menace militaire des « soviétiques » et de lier plus étroitement aux pays producteurs de matière première. Sur le plan intérieur, nous avons assisté depuis deux mois au développement d'une intense propagande démagogique menée à partir de mesures *secondaires* qui ne résolvent en aucun cas la situation catastrophique dans laquelle se situent les masses travailleuses.

Tel est le cas des mesures adoptées par le gouvernement en plus des mesures prises à Bruxelles sur la question agricole.

L'arrêt des importations, l'octroi de primes par tête de bovins, la distillation du vin autorisée, au bien encore la viande « d'intervention » pour les assistés sociaux, ne résolvent en aucun cas les difficultés de la paysannerie travailleuse.

Ces mesures d'ordre secondaire que l'on vient faire passer pour des solutions miracles, étaient proposées depuis des mois par le parti révisionniste français qui n'avait cessé dès lors de lancer des appels... au gouvernement pour le mettre en garde s'il ne lâchait pas un peu de « lest ». Il suffit de se référer aux différents numéros de leur organe de presse agricole *La Terre* depuis six mois, et d'examiner leurs propositions pendant la récente campagne électorale.

La récente déclaration du Bureau politique du P.C.F. du 11 juillet est à cet égard significative, ne serait-ce que par son titre : « Pour la défense et l'avenir de l'agriculture française ». C'est encore plus clair quand on lit le communiqué. Il ne s'agit pas de soutenir le remarquable combat de classe que mène la paysannerie pour une vie décente, mais bien de sauver l'agriculture en général, autrement dit l'agriculture capitaliste.

Leur ligne de collaboration et de « non-violence » s'est d'ailleurs très bien illustrée par l'activité et les directives des dirigeants du MODEF contrôlé par la clique Marchais.

Une fois que la lutte était devenue inévitable, ceux-ci ont tout fait, comme leurs compères dirigeants de la FNSEA, pour orienter et détourner les luttes des paysans sur des objectifs abstraits comme Bruxelles, les importations, etc. Par contre, ils se sont opposés aux objectifs clairs, concrets proposés par les paysans-travailleurs, comme les manifestations et attaques contre des industries agro-alimentaires, le Crédit Agricole, les coopératives qui ne sont que des entreprises capitalistes camouflées... Car voilà les premiers responsables, ceux que l'on peut toucher directement pour obtenir la cessation de l'augmentation des engrais, machines, l'augmentation du prix payé à la production.

Pour les formes de luttes, c'est pareil. Faut-il s'en tenir aux « promenades » pacifiques dans les villes qui n'aboutissent à rien, comme le préconisent les dirigeants révisionnistes dans le but de mettre le mouvement à la remorque de leur programme « d'union du peuple de France » ?

Ces pratiques ne mènent qu'à l'étouffement du mouvement, comme on l'a vu lors du mouvement des viticulteurs du Sud-Ouest récemment. Ce sont des manœuvres

réactionnaires que nous devons combattre impitoyablement au même titre que celles pratiquées par la FNSEA ou FFA.

Où bien faut-il développer l'unité de combat de la paysannerie travailleuse en fixant des objectifs clairs et concrets, en employant des méthodes de luttes qui mettent le rapport de force du côté des paysans ? Ne faut-il pas mieux également populariser les formes concrètes de luttes, comme les ventes de viande dans les quartiers ouvriers, ou aux ouvriers des usines alimentaires, aux coopératives, pour réaliser cette unité indispensable au renforcement du mouvement paysan ?

L'ensemble de la paysannerie travailleuse ne s'en est pas laissé « conter » par les mesures de Bruxelles et de Giscard.

Aujourd'hui, chaque jour apporte de nouvelles couches qui s'engagent dans la bataille.

Le mouvement de la paysannerie travailleuse doit être vigilant et rejeter les mystifications, dont les pires sont celles qui se drapent du manteau de la « gauche » et en particulier celles des révisionnistes.

Pour les paysans révolutionnaires le choix est d'autant plus important que la pression idéologique et politique du révisionnisme peut amener de graves confusions dans le mouvement de masse paysan. Par exemple, certains peuvent appeler la paysannerie pauvre et moyenne à mener un dur et juste combat sur les revendications « économiques » de la paysannerie et par ailleurs soutenir de façon timide « l'Union de la gauche » lors des élections. Tout en précisant que ce sont les luttes économiques qui doivent nous préoccuper en premier lieu.

Une certaine confusion peut alors apparaître entre lutte économique et lutte politique d'abord. Peut-on penser que pour arriver à un « changement de société », les luttes économiques tiendront la place de premier rang ?...

D'autre part, la question que l'on doit se poser est celle-ci : dans la situation actuelle, avec le danger de guerre de plus en plus pressant, en particulier du fait de la menace militaire soviétique, les élections en France où se présentent par personne interposée comme Mitterrand dernièrement — les révisionnistes, sont-elles choses secondaires par rapport aux luttes « économiques », sur le terrain ?

Nous ne le pensons pas !

La lutte politique est l'expression d'un choix précis et clair, qui ne se situe pas au simple niveau revendicatif. Pour le peuple, et en premier lieu le prolétariat, sous la dictature de la bourgeoisie, le choix politique est unique. Il se situe entre deux voies.

D'une part le choix révolutionnaire ; celui du prolétariat pour abattre l'État bourgeois et instaurer une dictature sur les anciennes classes dominantes et la démocratie avec les autres couches du peuple.

D'autre part la voie qui perpétue le système capitaliste **SOUS QUELQUE FORME QU'IL SOIT**, occidental ou révisionniste.

Aujourd'hui, le mouvement de masse paysan nous a donné l'illustration de l'immense colère de la paysannerie travailleuse.

Colère devant une situation matérielle dégradée par la crise capitaliste.

Colère également devant les compromissions et trahisons permanentes, en un mot la **TRAHISON** des chefs de file des syndicats réactionnaires et révisionnistes.

Notre avant-garde, le parti marxiste-léniniste ne s'inquiète pas pour « l'avenir de l'agriculture » en général. Il estime cette colère justifiée. En tant que parti ouvrier révolutionnaire, fondant son analyse et sa ligne politique sur la science marxiste-léniniste, il s'attache à soutenir résolument cet immense mouvement populaire paysan, et appelle la paysannerie travailleuse à développer son action révolutionnaire de masse, à s'allier aussi bien au prolétariat des villes et des campagnes sur le terrain des revendications immédiates qu'à soutenir et à entrer dans la lutte politique que mène le parti marxiste-léniniste en France pour la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat. Lutte qui passe par un combat à mort sans aucun compromis avec le révisionnisme moderne, forme la plus recherchée tant au niveau idéologique que politique de la volonté de la bourgeoisie (française et étrangère) de maintenir le peuple et dans les luttes actuelles la paysannerie sous son influence et sa direction.

Lucien Nonveau.

13 juillet : un millier d'agriculteurs, défile dans la ville de Tours, et se rendent aux abattoirs et aux supermarchés pour contrôler les produits.

A Sélestat (Bas-Rhin) les viticulteurs manifestent contre les difficultés imposées par le pouvoir d'Etat et les négociants pour la vente des récoltes.

13 juillet : la voie ferrée Paris-Cherbourg est bloquée par plusieurs centaines de paysans éleveurs à Carentan d'achat à la production et l'élevation des prix industriels.

A Saint-Etienne-de-Chamheil, les paysans barre des routes en incendiant des pneus ; mêmes revendications.

A Chalet, plusieurs dizaines d'agriculteurs déversent du purin en grande quantité devant la sous-préfecture du Maine-et-Loire en signe de protestation...

A Deauville — station estivale de la haute bourgeoisie — plusieurs centaines de petits éleveurs, manifestent sur les « planches » de la plage avec un troupeau...

15 juillet : A Dijon plusieurs centaines d'agriculteurs manifestent devant la sous-préfecture et l'asperge de purin.

A Saint-Erieuc, plusieurs centaines d'éleveurs manifestent avec leur tracteur. Des « commandos » attaquent le centre des impôts... Trois paysans sont gardés à vue.

Angoulême, Nancy, Toul, Lunéville, Pont-à-Mousson, Valence, Moulins, Avignon sont le terrain de manifestation de la colère des petits et moyens paysans, après les « mesures » du gouvernement et de Bruxelles, qui en réalité n'apportent rien sur les questions de fond, mais lâchent du lest...

Dans nombres de villes, les paysans-travailleurs devaient organiser et organiser encore de nombreuses ventes de viande ou autres produits directement, comme en Alsace et dans l'Ouest de la France...

## Actions paysannes dans la Creuse

Les paysans creusois sont durement frappés par la politique de paupérisme de l'Etat des monopoles et de l'accaparement de ses séides, les trusts agro-alimentaires de la viande, les gros maquignons et les abattoirs industriels. La Creuse est l'unique département français (avec la Lozère) où le peuplement régresse en valeur absolue, où la petite paysannerie est contrainte à désertifier la terre à un rythme hallucinant, et où l'élevage d'embauche permet seul aux travailleurs de la terre de subsister. Les capitalistes de la viande l'ont compris, qui ont implanté une importante activité, surtout dans la région de La Souterraine, où l'on trouve en outre quelques exploitations de jeunes agriculteurs dits « modernisés ». La terre elle-même est très pauvre et impropre à des mises en valeur rémunératrices.

Après l'abattage symbolique d'une vache devant la préfecture de Gueret, il y a quelques temps, après des opérations de « commandos » (badigeons de vitrines de boucherie et de camions de maquignons) dans la semaine du 7 au 14 juillet, la lutte se poursuit et s'intensifie ce week-end, acquérant un certain caractère de masse : 150 éleveurs venus vérifier le stockage de viandes d'importations à la S.I.C.A. de Vieilleville et dont les délégués ont été enfermés par le directeur dans son bureau, puis expulsés par

# Echos des luttes paysannes

la fenêtre (!), ont bien failli exercer leur justice de classe à l'égard de ce fasciste, et les jaunes responsables des « syndicats » ont eu bien du mal à éviter l'affrontement, comme s'en réjouit « La Montagne ».

Enfin, dans la nuit de samedi, vers Parsac, le train Lyon-Bordeaux a été stoppé par un brasier sur la voie, et l'on pouvait lire ces pancartes : « Nous nous battons car nous voulons vivre ; avis à Chirac qui promet et ne tient pas ! ».

Dans la Creuse, le mouvement est donc bien parti, même s'il faut redouter le sabotage et le dévotage des appareils syndicaux imposteurs à la solde des gros agrariens qui, jusqu'ici, encadrent assez solidement le mouvement paysan creusois. Par ailleurs, les petits paysans devront faire face à une répression policière accrue, dont témoigne en Lozère l'interception de tonnes de purin à destination des préfets, ce qui n'a pas empêché Chirac d'en écoper le 14 au soir à son arrivée à Tulle...

Correspondant H.R.

## Paysans, en voilà assez !

Sur les marchés les cours sont au plus bas alors que dans les villes les fruits et les légumes sont hors de prix et les ouvriers doivent s'en priver.

C'est ça le régime capitaliste avec son système de profiteurs, d'intermédiaires qui sont de vrais parasites, des sangsues qui sans rien faire ou presque, s'engraissent en suçant à la fois le sang des paysans travailleurs et des ouvriers des villes.

Ce sont des mois de notre travail qui s'envolent en quelques secondes quand les expéditeurs font s'effondrer les prix, car eux savent combiner : ils peuvent stocker leurs marchandises dans les frigos et les ressortir quand ça les arrange.

Essayez donc un peu, vous, de mettre des fraises au frigo (si vous avez quelques millions de trop pour vous payer un frigo), personne ne voudra vous les prendre.

Les paysans n'ont pas le droit mais pour eux tout est permis.

Regardez-les ces profiteurs avec leur air méprisant pour notre marchandise, « c'est trop mûr », ou « c'est trop vert » ou « c'est trop petit » ou encore « mal emballé »... Bande de fainéants qui n'ont jamais mis les pieds dans un champ et qui gagnent plus que nous simplement en achetant et en revendant !

Et que dire de la « conserve » ou on vous achète votre marchandise à un prix ridicule ? Pourquoi, par exemple, on nous achète les fraises à 2,50 F le kilo pour

la « confiture » (soi-disant !) et qu'on ne nous fait pas déballer les paniers ?

Parce que le lendemain, elle sera à Nice ou à Strasbourg à 10 F !

C'est une honte, c'est du vol, c'est une escroquerie !

En un mot c'est la pourriture du système capitaliste ! C'est la fameuse « liberté » capitaliste :

— Liberté de se crever toute l'année dans les champs pour les petits paysans ;

— Liberté de gagner des millions en rien de temps avec deux coups de téléphone et un camion pour les expéditeurs.

Qui est-ce qui nous pousse à la ruine ?

Qui est-ce qui finalement chasse de la terre chaque année des milliers de petits paysans ?

Est-ce la classe ouvrière ? Non.

C'est la grande bourgeoisie avec son Etat et son système honteux d'exploitation de l'homme par l'homme.

Mais que les parasites de l'expédition et tous les bourgeois prennent garde, ça ne durera pas éternellement et quand la colère éclatera, on règlera les comptes et il y aura de la casse pour tous ces beaux messieurs.

Il ne faut pas croire que partout et toujours il y a d'un côté ceux qui travaillent et se crévent et de l'autre ceux qui ne font rien et qui s'engraissent.

Savez-vous qu'en Chine ou en Albanie où les travailleurs sont au pouvoir, les prix sont stables depuis 25 ans !

Savez-vous que là-bas, les prix sont fixés (suivant la qualité) pour tout le pays, et que le paysan est absolument assuré de vendre sa marchandise au prix fixé et connu à l'avance.

Mais cela ne leur est pas tombé du ciel, c'est parce qu'ils ont su, avec les ouvriers, prendre les armes et faire la révolution.

Alors, si eux l'ont fait, pourquoi pas nous ?

Ici, tous ceux qui vivent ou essayent de vivre de leur travail : les paysans et les ouvriers, ont les mêmes intérêts.

Paysans, ouvriers, tous ensemble, prenons en main nos propres affaires, balayons tous les parasites, les fainéants, les profiteurs, les exploités et les bourgeois !

Installons, par la révolution, une véritable société socialiste !

Mais dès maintenant, tenons-nous prêts à soutenir les luttes de nos camarades ouvriers. Si des grèves éclatent, allons ravitailler les ouvriers grévistes en leur vendant nos marchandises au prix de gros à la porte des usines, ça vaudra toujours mieux que d'engraisser ces rapaces d'expéditeurs.

Quand les ouvriers combattent le système capitaliste, c'est aussi notre combat car c'est tout ce système qui nous pousse à la ruine.

Paysans et ouvriers unissez-vous pour abattre le régime capitaliste !

(Tract La Faucille.)

## DOCUMENT DE VOYAGE DE MEMBRES DE « PAYSAN-TRAVAILLEUR » EN ALBANIE (été 1973)

Ecrire à :

« Paysan-Travailleur » - 24 rue de Trévise - 75009 PARIS

# Un paysan viticulteur de l'Hérault parle...



## ENTRETIEN AVEC UN PAYSAN-TRAVAILLEUR

(Nous publions ci-dessous un extrait de la brochure éditée par l'Humanité rouge (l'exemplaire : 1,60 F))

...Le viticulteur, il n'a pas le droit de grève ; il est organisé, moins que les ouvriers, mais il est organisé en syndicats que l'on peut diviser en 2 grandes catégories :

— Les syndicats à vocations générales : regroupant tous les agriculteurs de France.

— Les syndicats à vocations spécialisées, défendant un produit.

Dans les syndicats à vocations générales il y a la FNSEA, le CNJA et le MODEF, ensuite dans le syndicalisme spécialisé, chez nous il y a des syndicats de vins (corbières, etc.) et surtout le syndicat des vigneronnes et jeunes viticulteurs, la CGVM, la confédération générale de viticulteurs du midi, qui est issue de 1907.

Au niveau de ce syndicalisme spécialisé, c'est la porte ouverte au corporatisme, on défend le vin (pas les viticulteurs, le vin !), donc la seule politique valable est la politique du prix, on obtient 11 % d'augmentation peu importe si la vie a augmenté de 15 %.

Le syndicalisme à vocations générales, pour des raisons de décentralisation géographique, le vin il s'en fout. Il défend les agriculteurs qui sont financièrement majoritaires dans la FNSEA (le blé) ils ont 80 % d'actions du budget de la FNSEA moyennant quoi la FNSEA défendra les blés, pas le vin ; dans un système capitaliste c'est celui qui paye qui est le PATRON.

Le MODEF existe ici mais vu ses velléités qu'il a au niveau de la défense des viticulteurs, il défend l'exploitation familiale, ce qui ne veut strictement rien dire, encore faudrait-il définir ce qu'est une exploitation familiale. Son principal objectif c'est de faire reconnaître comme un syndicat valable par le ministère de l'agriculture. Il devient doux comme un agneau, c'est toute sa politique, surtout pas montrer de violence, ne pas poser les problèmes politiques, obtenir des postes à la chambre d'agriculture. Au niveau des masses il est très peu implanté à cause de sa réputation d'appartenir au PC, mais aussi parce qu'il ne présente pratiquement rien comme solution qui innove par rapport à ce que présente la FNSEA.

Le CNJA, depuis la crise avec les paysans-travailleurs, est devenu le laboratoire du ministère de l'agriculture, les jeunes agriculteurs proposent le ministre de l'agriculture met en place comme si c'était lui qui l'avait inventé. Le CNJA sert de chercheur sur le tas du ministre de l'agriculture, ils sont très peu implantés dans les masses, surtout dans le milieu viticole.

Ces gens-là se défendent sur des bases purement corporatistes, le prix du vin et c'est tout le système de notables, c'est-à-dire qu'il y a une poignée de gens qui sont actifs et la masse qui est là, qui attend. Les notables, à coups de démagogie c'est tout le principe du potjadisme, font réagir la masse de temps en temps sur certains points et repartent dans l'ombre dès qu'ils ont obtenu un minimum de choses.

Il y a en fait un contrat tacite qui est passé entre les pouvoirs publics et eux, « on manifeste jusqu'à une certaine limite puis après on retient les troupes pour ne pas aller plus loin ». A l'heure actuelle la situation est la suivante, il y a donc la poignée de notables qui est regroupée dans le comité d'action viticole, qui lui n'est pas un syndicat mais seulement une organisation plus ou moins parallèle, sans structure, sans président, qui est simplement la réunion de tous les syndicats agricoles, pour l'action et c'est tout.

Quand il faut aller bagarrer dans la rue on réunit le comité d'action viticole. Mais les notables se sont aperçus que les viticulteurs posent de plus en plus les problèmes du négoce. De nouvelles idées se dégagent de la masse, en plus du potentiel de violence de cette masse. La masse était prête à réduire le négoce en miettes. Les notables ont alors dévié le potentiel de violence, on l'a amené sur des perceptions, des CRS, mais surtout pas sur le négoce. On a permis aux masses de faire éclater leur violence qui est due à la situation de crise, mais on n'a pas donné le relais politique, on a fait de l'activisme. C'est la situation actuelle. Que préconisons-nous par rapport à ça : on fait l'analyse qui vient d'être faite plus haut. Alors que le MODEF et les autres disent que c'est le gouvernement et c'est tout. Changeons de mi-

nistre et souvent on l'a vu à l'arrivée d'un nouveau ministre, qui était toujours membre de l'UDR, on a entendu dire « attendons de voir ce qu'il va faire avant de bouger ». De la part de gens qui se disent politiques, comme le MODEF, quand on est capable de dire qu'un ministre UDR risque de faire une autre politique qu'un autre ministre UDR, j'estime que c'est ou carrément de l'anéantissement et il y a aucun raisonnement politique ou c'est de la complicité. Quand on a une formation politique même très réduite, on se rend bien compte qu'un UDR plus un UDR ça ne peut donner qu'un UDR. Ça donnera certainement pas autre chose. Donc il y a complicité volontaire de la part du MODEF et des autres organisations.

Nous on essaie de dénoncer ça au niveau des viticulteurs et ensuite on préconise des actions directes contre les négociants, pour établir un rapport de force en s'inspirant des mouvements ouvriers. On ne peut pas occuper d'usine, mais on peut flanquer la trouille au négoce ; pour nous il est essentiel que le viticulteur se rende compte qu'un pouvoir financier, comme le négoce est en réalité le seul pouvoir politique d'un pays et que le pouvoir politique n'est que le reflet du pouvoir financier et que le ministre n'est qu'un pantin dans les mains d'un négociant, d'un trust.

Mais on ne peut pas lutter contre le comité d'action de front, parce que le comité d'action est implanté dans les masses plus que nous et qu'on ne peut pas lui rentrer dedans comme ça. Le problème est de créer un choix au niveau des viticulteurs, d'une part par des actions propres et d'une part par une ligne politique bien définie, il n'y a que comme ça qu'on pourra amener les viticulteurs à réfléchir sur leurs conditions et les amener à se bagarrer différemment...



LISEZ... DIFFUSEZ...

CONTRIBUEZ...

SOUSCRIVEZ...

A " LA FAUCILLE "

# Paysans du Finistère en lutte

Depuis plusieurs mois la situation économique des paysans n'a cessé de se dégrader. En effet d'un côté les firmes d'aliments, les marchands d'engrais et de matériel agricole poussent à la consommation et augmentent leurs prix et d'un autre côté les abattoirs industriels imposent leurs prix. Ainsi les charges des agriculteurs augmentent :

- engrais : 67 % d'augmentation de mai 73 à mai 74 ;
- bâtiments : 25 % d'augmentation pour la même période ;
- tracteurs : 20 % ;
- aliments : pour porcelets : 11 % d'augmentation depuis le début 74 ; pour porcs charcutiers : 9 %.

Mais les profits des firmes augmentent ainsi :

- Olida-Caby et Associés ont déclaré 1 milliard 242 millions AF de bénéfices en 1973.
- Coopérative de Landerneau : 1 milliard 225 millions de bénéfices ;
- Gervais Danone : 18 milliards en 73 ;
- Carrefour : 6 milliards ;
- Bel - Vache qui rit : 1 milliard 700 millions.

Les agriculteurs sont donc obligés de produire plus pour essayer de conserver un salaire décent. Cette situation touche surtout les petits paysans et ceux qui ont investi en s'endettant, les annuités sont à rembourser quelque soit le prix de vente des produits.

Ainsi le décalage entre le prix de revient (dans ce prix de revient le salaire du paysan est compté au SMIC) et le prix de vente des produits n'a cessé d'augmenter :

- Pour les porcs : le prix de revient est évalué à 6,40 F/kg ; le prix de vente est à 4,30 F/kg.
- Pour les bovins : prix de revient : 12,00 F/kg ; prix de vente : 8,00 F/kg.
- Pour le lait : prix de revient 0,85 F/l ; prix de vente : 0,64 F/l.

Mais cette situation de crise profite aux firmes et à quelques gros producteurs. En effet les profits des firmes ne sont pas touchés. Par rapport à 1973, les producteurs touchent actuellement 160,00 F de moins par porc or en 1973 les firmes en payant plus cher les porcs aux producteurs faisaient du bénéfice donc cette crise permet aux firmes d'augmenter leurs bénéfices, et ceci d'autant plus que les prix de la viande à la consommation n'ont cessé de monter. Pour les gros producteurs le prix de revient est plus faible car ils bénéficient de prix de gros pour les aliments, leur prix de vente par contre est plus élevé car ils livrent de grosses quantités de produits. Ces gros produc-

teurs supportent donc plus facilement une chute des cours et actuellement ils peuvent encore investir à cause des bénéfices antérieurs : dans le Finistère, ils augmentent leur production, construisent des bâtiments d'élevage.

Face à cette situation les revendications des paysans-travailleurs sont :

- le prix de revient garantissant une rémunération du travail basée sur le SMIC mais avec une limite (quantum) par exploitation, c'est-à-dire que jusqu'à une certaine production, le paysan touche le prix de revient et au-delà de cette limite le prix de marché. Ainsi les paysans-travailleurs ont fixé un quantum pour les porcs :

450 porcs/an pour les naisseurs-engraisseurs ;

600 porcelets pour les naisseurs.

- La suppression des prix différenciés

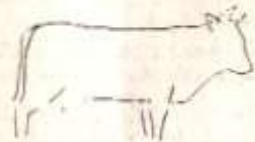
gé de camions de ces abattoirs pendant plusieurs heures, campagne d'affiches pour dénoncer ces profiteurs, actions contre les bâtiments de ces abattoirs. Les paysans-travailleurs critiquent la FDSEA sur plusieurs points :

- tout d'abord l'information auprès des travailleurs n'a pas été faite si ce n'est par des distributions de tracts lors des barrages de route ce qui n'est pas un moyen de toucher les travailleurs, il faut les contacter sur leur lieu de travail ;

- ensuite les principales actions ont été des barrages de route, des attaques de bâtiments publics mais rien contre les intermédiaires ;

- la FDSEA du Finistère en apparence « de gauche » ne s'attaque pas aux ennemis directs des petits et moyens paysans : les intermédiaires et les gros

72



=



+ R

EN 72 VOUS AVEZ MANGÉ DU BIFTECK

75



=



+ 0

EN 75 VOUS N'EN MANGEREZ PLUS CAR NOUS NE SERONS PLUS LÀ

c'est-à-dire le même prix pour tous à l'achat et à la vente des produits.

- La lutte contre l'accaparement des productions par une minorité.

Pour obtenir une amélioration de leur revenu, les paysans sont passés à l'action. Dans le Finistère les manifestations ont été de deux types :

- celles dirigées par la FDSEA : attaques des sous-préfectures et divers bâtiments publics, barrages de routes avec diffusion de tracts ; l'« aile gauche » de la FDSEA a dirigé quelques actions contre les abattoirs.

- Celles dirigées par les paysans-travailleurs : les actions ont commencé par des attaques de porcheries de gros producteurs. Puis plusieurs actions ont été entreprises contre ceux qui profitent directement du travail des paysans : les abattoirs et les salaisoniers, bloca-

producteurs et les industries agro-alimentaires.

Quant aux mesures gouvernementales obtenues, elles sont nettement insuffisantes. Ainsi 100 F/truie ont été accordés, or une truie produit environ 15 porcelets/an ce qui fait donc une aide de moins de 7 F/porc alors que les producteurs perdent actuellement 160 F/porc.

Actuellement les paysans sont donc très mobilisés mais leur prise de conscience dépend des bases de cette mobilisation : aujourd'hui la masse des paysans est mobilisée sur les mots d'ordre et les actions de la FDSEA qui sont sur des bases floues : le quantum est soutenu du bout des lèvres pour conserver dans le syndicat les gros producteurs ; aucun mot d'ordre contre les gros producteurs qui liquident 2 000 petits producteurs de porcs par an dans le département. Ces actions (barrages de routes, attaques de bâtiments publics) ne font pas progresser la prise de conscience anti-capitaliste des paysans. On voit donc qu'il est important que le mouvement paysan-travailleur se développe pour défendre réellement les intérêts des petits et moyens paysans et pour faire progresser leur prise de conscience anti-capitaliste.

Des militants paysans  
Sympathisant H.R. du Finistère.

## LISEZ PROLÉTARIAT

revue théorique marxiste, léniniste  
de la pensée-maotséoung

l'exemplaire 7 F — abonnement d'un an 25 F  
écrire à E-100, 70, rue de Belleville, 75020 Paris

## ALBANIE

# La place de la paysannerie sous la dictature du prolétariat

C'est après la destruction de l'Etat féodal-bourgeois par la révolution prolétarienne, sous la direction du Parti du prolétariat (le P.C.A., devenu aujourd'hui le P.T.A.) et basée sur l'alliance ouvriers-paysans, que fut instaurée la dictature du prolétariat. Dans les luttes de chaque jour et dans l'étude du marxisme-léninisme commença à se forger l'homme nouveau, l'homme socialiste.

L'Albanie, avant la prise du pouvoir en 1944, est le pays le plus arriéré d'Europe. Elle est dévastée par la guerre, sous-développée... Il ne peut être question de mettre en place la réforme agraire d'une manière autoritaire, ce qui est fondamental, c'est d'amener les masses paysannes (les paysans pauvres constituent la grosse masse du peuple) à en comprendre la nécessité et qu'elles y participent activement. Différentes mesures transitoires sont adoptées : relevé des terres agricoles, recensement des paysans sans terre.

### JANVIER 1945 :

- Réduction de 75 % du fermage et suppression des dettes à taux usuraires ;
- Annulation des anciens loyers sur les sols impayés ;
- Nationalisation de l'ensemble du réseau d'irrigation.

Ces mesures élémentaires ne résolvent pas la question fondamentale de la propriété de la terre.

### AOÛT 1945 :

Les buts de la réforme sont clairement définis par le C.C. du P.C.A. :

- Donner la terre aux paysans ;
- Les délivrer définitivement de l'oppression et de l'exploitation féodales ;
- Rallier davantage la paysannerie autour de la grande action politique du parti.

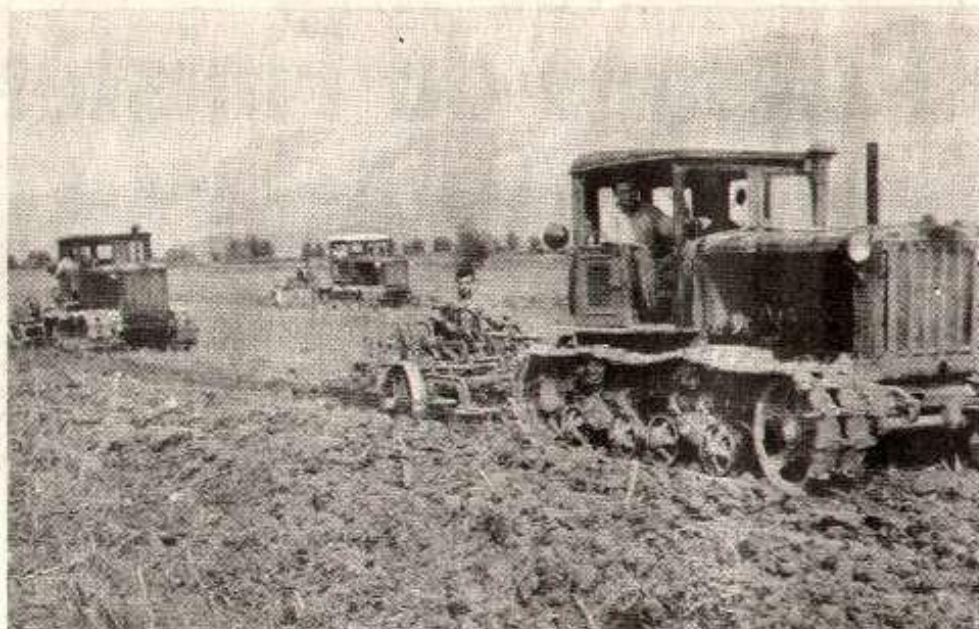
### LE 14 MARS 1946 :

La nouvelle constitution part du principe fondamental : « Le pouvoir émane du peuple et appartient au peuple », sur lequel repose la structure et l'action du pouvoir populaire.

Il faut liquider le grand retard technique et économique hérité du passé. L'industrialisation socialiste doit aider l'agriculture à combler son grand retard et à s'engager dans la voie de son développement socialiste à branches multiples.

La base économique dans les villes comme dans les campagnes a deux formes de propriété sociale : la propriété étatique et la propriété coopérativiste.

**La propriété étatique :** l'industrie, les mines et richesses du sous-sol, les transports et télécommunications, les entreprises d'Etat agricoles, commerciales, municipales, le système financier, les Eaux et Forêts...



Elle est la propriété de tout le peuple.

**La propriété coopérativiste :** les coopératives agricoles, les récoltes, les bâtiments, les instruments aratoires, le bétail...

Elle est propriété seulement des travailleurs de la coopérative.

Ces deux formes sont socialistes, elles excluent toute possibilité d'exploitation de l'homme par l'homme. Elles partent du principe socialiste « à chacun selon son travail ».

Une fois libérés de l'exploitation et de l'oppression, puisqu'il n'y a plus de patron, les ouvriers et paysans tendent leur énergie avec un enthousiasme sans cesse accru. Ils travaillent sans ménager leurs efforts car ils savent qu'ils le font pour eux-mêmes, pour leur famille, pour le bien de tout le peuple. Il ne s'agit nullement d'un « droit de regard » ou d'un contrôle. Comme le disait Lénine : « Le contrôle sans le pouvoir, c'est quelque chose de nul ». Ce pouvoir ne peut être que la dictature révolutionnaire du prolétariat. Et dans ce sens le contrôle ouvrier, sous la dictature du prolétariat, s'oppose à l'autogestion qui ne détruit nullement la dictature de la bourgeoisie.

### LES COOPERATIVES

Les premières sont créées à partir de 1946.

Il existe aujourd'hui en Albanie trois sortes d'entreprises agricoles :

- les coopératives ordinaires (première forme) ;
- les coopératives de type supérieur (deuxième forme) ;
- les fermes d'Etat (troisième forme, la plus élevée).

Nous n'aborderons pratiquement cette fois-ci que la question des coopératives. De toute façon toutes ces entreprises ne peuvent donner satisfaction aux petits paysans qu'une fois détruit le système capitaliste, une fois que la loi du profit, de l'offre et de la demande, sont abolis. Car dans tous les domaines la classe ouvrière et son parti exercent leur contrôle idéologique et politique.

L'objectif est de passer d'une forme inférieure à une forme supérieure. Le passage dépend :

- 1) de la maturation idéologique des paysans, car il n'est pas question d'y passer par la force ;

- 2) du niveau de développement des forces productives.

Parallèlement au regroupement des coopératives, s'est faite l'évolution technique : augmentation des surfaces cultivées, meilleure structuration des parcelles, mise en place de moyens d'irrigation, du matériel (tracteurs, moissonneuses...) et de l'ensemble des moyens de production.

Au départ des coopératives, chaque paysan apportait ses biens (terres, outils, bétail) et ils étaient indemnisés peu à peu, les coopératives n'ayant pas de réserves suffisantes pour rembourser immédiatement. Elles sont créées sur les terres appartenant aux paysans et sont la copropriété de la collectivité avec tout le cheptel. Sur la base du travail collectif des membres, elles coordonnent parfaitement les intérêts personnels avec ceux de la coopérative.

L'organe supérieur qui dirige la coopérative et l'assemblée générale, ou la réunion des représentants lorsqu'elles sont très grandes. C'est là que sont décidées les questions importantes. Les décisions prises sont alors obligatoires pour tous les membres sans exception.

Une présidence est élue pour la direction du travail, un président pour diriger le travail de tous les jours.

Le développement de la démocratie intérieure et la participation active de tous les membres aux travaux agricoles sont des facteurs essentiels pour renforcer et développer les coopératives.

La vie sociale est prise en charge par la collectivité et des efforts constants sont faits pour supprimer les différences entre ruraux et citadins.

### LES COOPERATIVES DE TYPE SUPERIEUR

La première fut créée en 1971. Elles sont en fait une période transitoire entre celles de type ordinaire et les fermes d'Etat. L'Etat fait un effort plus grand pour les mécaniser. Elles ont une station de machines et tracteurs (SMT) alors que dans celles de type ordinaire elles sont seulement sur le plan régional. A l'origine le parti se servait des SMT pour populariser les idées de collectivisation.

Elles reçoivent des crédits pour s'agrandir. Les aides de l'Etat ne sont pas remboursables, celui-ci devient alors un coopérateur. Il participe directement

(Suite page 7)

# L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse, UNE QUESTION DÉCISIVE (suite)

Cela, les dirigeants révisionnistes, l'ont montré ces derniers mois en s'opposant dans les faits à la montée de la colère populaire. En tentant de freiner, voire de saboter, les luttes, ou bien en leur donnant un contenu réactionnaire, ils se sont montrés alors les agents du capitalisme les plus zélés dans les rangs ouvriers et populaires.

D'une part, lors des luttes où les travailleurs dirigeaient eux-mêmes leur combat, les dirigeants révisionnistes, qu'ils s'appellent Krasuki, Séguy, Nègre ou Mineau, ont tenté de les dévoyer, puis de les saboter. On se souvient de la magnifique lutte des « Lip » où ils ont tout tenté pour que le « comité d'action » des travailleurs disparaissent, le taxant « d'irresponsable », « d'infiltré d'éléments aventuristes », etc.

Lors de la grève aux abattoirs Doux à Pederneq, ils ont refusé pour les mêmes raisons de participer au « comité de soutien ».

Quant aux luttes paysannes dures, qui dans bien des cas, ces derniers mois ont été impulsés par les « paysans-travailleurs », et où les paysans se sont donnés effectivement les moyens de diriger eux-mêmes leur lutte, les dirigeants révisionnistes du MODEF, les taxent cette fois de « combats de desperados voués à l'échec ».

D'autre part, pour contrebalancer leur sale besogne, ils lancent quand ils ont des bases suffisamment fortes, des « luttes » auxquelles ils donnent un contenu réactionnaire. Nous pouvons prendre pour exemple la grève de Rateau. Mais il en est un plus frappant pour tous les paysans, et en particulier les éleveurs d'aujourd'hui. Il s'agit de leur fameuse vente de viande directe aux portes de la Régie Renault, il y a plus de deux mois. Utilisant la légitime volonté des paysans de lutter pour obtenir une juste revalorisation du produit de leur travail, d'une part, et celles de la paysannerie travailleuse de s'unir aux travailleurs des villes, les dirigeants révisionnistes, que l'on n'avait d'ailleurs jamais entendu soutenir ou organiser une seule vente « illégale », à part celle du muguet « toléré » le 1<sup>er</sup> mai, ont lancé cette grande opération pour faire valoir uniquement leur camelote du « Programme commun ». Après ce magnifique coup publicitaire, au moment où les paysans se battaient réellement dans la rue, comme à Gungamp, ils se sont contentés de lancer des appels aux « autorités » pour que la question des cours de la viande soient réglés en particulier, en faisant appel à la SIBEV (sic).

Par ailleurs La Marseillaise, organe régional des révisionnistes du Sud-Est devait qualifier l'an passé les manifestations violentes des paysans viticulteurs pauvres d'actions fascistes.

La réalité c'est que l'alliance ouvrier paysan telle que la conçoivent les révisionnistes n'est qu'une alliance à laquelle ils ont vidé délibérément tout

contenu prolétarien et révolutionnaire.

Certain disant alors, pourquoi vous attaquer aux P.C.F., les « communistes » ne sont pas très influent dans les campagnes. Par contre la paysannerie travailleuse ne les attend pas pour entrer en action contre les monopoles, et pour fraterniser avec leurs camarades ouvriers des usines.

Nous sommes bien d'accord. Le parti révisionniste a une présence limitée à la campagne. Cependant là n'est pas la question. Si nous insistons beaucoup sur le contenu tant idéologique que politique de leur ligne et de leur programme, c'est qu'en dernière analyse, on la retrouve sous des formes extrêmement camouflées — parfois sous un langage « très révolutionnaire » — et que cela dessert la cause du prolétariat et de la paysannerie travailleuse. Nous prendrons un exemple des « retombés » de la ligne réactionnaire des révisionnistes.

Chacun sera en accord avec nous, le processus de concentration monopoliste ces vingt dernières années ont considérablement bouleversé l'agriculture et les rapports de classe au sein de la paysannerie. Par exemple des couches de paysans moyens qui avaient tendance à se mettre sur les positions politiques de la bourgeoisie rurale et industrielle ont tendance à se radicaliser et à rentrer dans la lutte aux côtés des paysans pauvres (pas toujours hélas !) et de plus en plus à rechercher à se mettre du côté prolétarien dans la lutte.

Cependant ces bouleversements rapides, avec le renforcement de certains courants social-démocrate (le PSU par exemple) rendu possible par l'apparition du révisionnisme, ont permis l'apparition de « théorie » confuse touchant cette question.

Par exemple, l'exploitation accrue de ces nouvelles couches de la paysannerie moyenne, leur « intégration » rapide dans les circuits capitalistes par le biais des I.A.A. et du crédit agricole, a favorisé l'éclatement d'idées confuses sur la prolétarianisation de la paysannerie.

S'agit-il pour nous de nier le phénomène de pénétration des monopoles dans l'agriculture, ou l'exploitation toujours plus dure de la paysannerie travailleuse en France ? Non, bien sûr !

Ce que nous voulons souligner se sont les conséquences de ces idées. En fait elles visent deux choses.

D'une part en assimilant une grande partie de la paysannerie au prolétariat des villes, elles nient le rôle de la classe ouvrière comme force dirigeante de la révolution socialiste, et donc la nécessité du parti regroupant les éléments les plus conscients de la classe ouvrière pour la mener à bien.

D'autre part, et ce n'est qu'une conséquence, elles nient la nécessité de l'alliance du prolétariat révolutionnaire des villes et des campagnes avec

la paysannerie pauvre et moyenne endettée.

Or nier le rôle de la classe ouvrière et de son regroupement d'avant-garde, le parti marxiste-léniniste revient en fait à vouloir placer la révolution sous la direction de la bourgeoisie (petite et moyenne).

Marx, puis Lénine ont souvent insistés sur cette question de fond. C'est-à-dire la question de l'indépendance du prolétariat en tant que classe, ayant son parti politique et son programme révolutionnaire propre, distinct des autres partis et programme des autres classes de la société capitaliste. Cela ne voulant d'ailleurs absolument pas dire que ce parti soit fermé aux éléments non prolétarien. Cela signifie que les éléments non prolétarien qui y rentrent acceptent la direction idéologique et politique de la classe ouvrière dans la révolution socialiste et en fin de compte reconnaissent le rôle dirigeant du prolétariat. En niant la différence qui EXISTE TOUJOURS entre la classe ouvrière en tant que classe antagonique à la bourgeoisie, et certaine couche de la paysannerie pauvre ou moyenne pauvre, on vise finalement à refuser le principe de la dictature du prolétariat. Dictature qui n'est pas sur la paysannerie, mais dictature du prolétariat, allié à la paysannerie sur les éléments bourgeois réactionnaires.

Pour justifier tout cela, on évoque le fait que des paysans endettés touchent moins que le SMIC des villes, ne sont pas les propriétaires réels de leur bien, n'ont pas de congés, sont pratiquement ruinés... Est-ce cela qui justifie l'assimilation des paysans au prolétariat ? Non, cela ne justifie rien du tout !

Cette exploitation par contre fait entrer de nombreux paysans dans les grandes batailles de classe qui opposent aujourd'hui la classe ouvrière à la bourgeoisie.

Affirmer que la paysannerie n'est pas prolétarisée au sens où l'entend ces sociaux démocrates, ce n'est pas rejeter de la part du parti marxiste-léniniste, parti avant tout ouvrier, la paysannerie travailleuse.

Au contraire, le parti marxiste-léniniste, la classe ouvrière reconnaît la force révolutionnaire de la paysannerie, principalement de la paysannerie pauvre.

Il agit pour poser les bases d'acier de l'alliance de classe entre le prolétariat et la paysannerie pauvre et endettée. Cette base se construit par l'intégration des éléments révolutionnaires conscients de la paysannerie dans le parti ouvrier marxiste-léniniste. Ce parti s'édifie aujourd'hui dans une lutte acharnée contre la trahison des révisionnistes modernes.

Malgré les dures conditions de clandestinité qui le frappe, il saura à coup sur, construire cette alliance qui a tant manqué lors de l'héroïque Commune de Paris voici un siècle.

## Qu'est-ce que le MODEF ?

### I. L'ORIENTATION GENERALE DU MODEF

Comme toutes les couches exploitées par le capitalisme, les paysans ont besoin d'un syndicat, c'est-à-dire qu'ils ont besoin de s'organiser pour défendre leurs intérêts économiques. En adhérant au MODEF, de nombreux paysans petits et moyens croient trouver une telle organisation de lutte. Mais actuellement la direction du MODEF, qui applique à la campagne la ligne du parti soi-disant « communiste » français (P.C.F.), fait au contraire de ce syndicat une organisation pour étouffer les aspirations des paysans et les détourner vers la voie sans issue de l'électoratisme.

Mouvement créé sur l'initiative du PCF en 1960, il s'inscrit parfaitement dans la politique uniquement électoraliste du P.C.F. Il s'agit pour cela de s'approprier toutes les revendications des exploitants familiaux (pas forcément celles des petits uniquement), d'en faire un programme en promettant tout sur tous les points.

Le programme repose sur toute une série de mensonges — on ment aux paysans car on refuse de les faire avancer politiquement et on les berce d'illusions — on ment aux paysans en « oubliant » la lutte réelle contre les monopoles capitalistes et les trusts agro-alimentaires, car si le MODEF les dénonce, c'est pour insister aussitôt sur la seule responsabilité du gouvernement.

— On ment aux paysans car le MODEF ne situe pas clairement l'enjeu de la lutte des petits et moyens paysans contre le système capitaliste ; bien plus ! toutes les promesses du MODEF sont possibles sans modifier fondamentalement le système capitaliste ! Certaines revendications peuvent être reprises telles quelles par la FNSEA, le CNJA et même la FFA ! (dans le journal du MODEF « l'exploit-

### ALBANIE

(Suite de la page 6)

aux investissements lourds : drainage, machines, bâtiments. Sur le plan du travail, chaque secteur de la coopérative de type supérieur (comme dans les fermes d'Etat) est autonome, mais doit quand même réaliser son plan de travail et son plan financier.

Les entreprises agricoles sont liées entre elles, tout comme les paysans sont liés aux autres couches populaires, sous la direction du prolétariat et de son parti. Cette unité est indispensable pour édifier le socialisme, pour vaincre tous les ennemis de l'intérieur comme de l'extérieur. Sous le socialisme la lutte de classes continue, il s'agit même de la période la plus difficile car les anciens exploités essaient par tous les moyens de restaurer le capitalisme.

Claude LEBRUN.

# Contribution de paysans de l'Ille-et-Vilaine

tant familial » d'août 1973, le MODEF et la FFA du Maine-et-Loire se félicitent de leur unité de vue !)

Nous reviendrons, dans un autre article, sur le programme du MODEF.

### II. LES METHODES, LES FORMES DE LUTTE DU MODEF

Elles correspondent à l'orientation générale du MODEF et à la volonté de la direction de maintenir les paysans sous la coupe de « responsables ».

1. La direction du MODEF empêche toute initiative aux paysans en leur imposant des formes de « lutte » comme les pétitions, les délégations auprès des parlementaires ou des préfets, les « demandes d'explications » auprès de certains patrons de laitières, les communiqués aux différents journaux, un point c'est tout, l'« action » s'arrête là dans presque tous les cas : cela n'a vraiment rien de mobilisateur.

2. Quand le MODEF, sous la pression de sa base, utilise des formes de lutte justes (comme les ventes directes de viande par exemple), c'est uniquement pour demander des négociations avec le ministère, pour demander la reconnaissance officielle du MODEF.

3. Le MODEF semble s'opposer violemment à la FNSEA de Debatisse. En fait ces deux syndicats se battent sur le même terrain, à savoir lequel des deux arrachera la clientèle de l'autre ! Ce fut particulièrement frappant lors des manifestations de février 74. Dans l'ouest il y eut deux manifestations : l'une à Fougères (35), dirigée par la FNSEA et demandant au ministre de l'agriculture d'être « ferme » à Bruxelles (!), l'autre, à Guingamp (22), sur l'initiative des paysans-travailleurs, qui dénonçaient le cirque de Bruxelles et s'attaquait aux trusts de la viande. Le MODEF appelait évidemment à la manifestation de Fougères et pas à celle de Guingamp !

### III. LES METHODES DE DIRECTION

On peut se demander comment la

direction du MODEF arrive ainsi à imposer son point de vue aux paysans. La réponse est simple : par l'absence totale de démocratie.

1. *Pas de vie syndicale à la base.* L'activité syndicale préférée de la direction du MODEF, c'est la réunion organisée tous les ans ou tous les deux ans par un responsable départemental ou régional du MODEF. Ce responsable fait son exposé, dirige les débats, appelle à adhérer au MODEF : c'est tout, au revoir et à la prochaine fois dans un an ou deux ! De fait, entre deux réunions il ne se passe rien dans la plupart des cas.

2. Quelquefois, il n'y a même pas de bureau syndical local, si bien que les affaires de la commune sont réglées par la direction départementale : on n'est jamais si bien servi que par soi-même ! comme cela au moins il n'y a pas de contestation !

La direction du MODEF a actuellement la partie facile, car l'absence de démocratie empêche tout débat à l'intérieur du syndicat. Certains secteurs du MODEF ont pourtant des positions plus correctes, mais celles-ci restent ignorées de la plupart des adhérents ou passent inaperçues. La lutte pour la démocratie syndicale doit donc devenir un aspect important de la lutte des paysans du MODEF.

Elle n'aura d'ailleurs de portée efficace qu'à la condition de dénoncer également, sans ambiguïté, la ligne politique des dirigeants révisionnistes de cette association syndicale paysanne. Au demeurant, nous ne privilégions nullement l'activité dans le MODEF, les paysans révolutionnaires doivent lutter au cœur des masses partout où ils en ont la possibilité efficace. De la même façon que les travailleurs avancés doivent lutter contre le révisionnisme et contre le patronat au sein soit de la CGT, soit de la CFDT, soit « d'autres syndicats comme ceux de l'enseignement ».

Contribution d'un paysan  
de l'Ille-et-Vilaine.

(Avec quelques modifications  
apportées par le CR de La Faucille).

Commandez les brochures éditées par l'Humanité rouge :

- « LE DEFILÉ REVISIONNISTE » (André Colère) — 2 F
- « LE SOCIAL-IMPERIALISME, DANGER PRINCIPAL EN EUROPE » — 2,80 F

# Lisez l'Humanité Rouge